

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023



BILAN ACTIF (en milliers de dirhams)		
ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
Actif Non Courant	1 848 777	1 580 126
Écart d'Acquisition	1 700	3 401
Immobilisations en non valeur	-	-
Immobilisations Incorporelles	14 215	15 508
Immobilisations Corporelles	1 819 785	1 545 901
Immobilisations Financières	12 943	15 149
Titres mis en équivalence	-	-
Impôts Différés Actif	133	168
Actif Courant	1 154 320	1 110 148
Stocks et Encours	314 113	313 386
Clients et Comptes Rattachés	434 218	458 431
Autres Créances et Comptes de Régularisation	286 641	220 485
Valeurs Mobilières de Placement	890	58
Disponibilités	118 458	117 788
TOTAL DE L'ACTIF	3 003 097	2 690 275

BILAN PASSIF (en milliers de dirhams)		
PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Capitaux Propres Part du Groupe	706 983	673 334
Capital	198 000	198 000
Prime d'émission	166 980	166 980
Réserves	278 825	247 399
Résultat net de l'exercice	63 923	60 891
Écart de conversion	-745	64
Intérêts Minoritaires	18 220	14 855
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	725 204	688 189
Passif Non Courant	1 102 907	868 511
Emprunts et Dettes Financières	1 054 224	831 077
Impôts Différés Passif	47 977	36 712
Provisions durables pour risques et charges	706	721
Passif Courant	1 174 987	1 133 574
Fournisseurs et Comptes Rattachés	265 494	343 060
Autres Dettes et Comptes de Régularisation	505 068	351 602
Autres provisions pour risques et charges	5 105	11 450
Écarts de conversion - Passif	-	-
Trésorerie - Passif	399 319	427 463
TOTAL DU PASSIF	3 003 097	2 690 275

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)		
(en milliers de dirhams)	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 660 646	2 201 023
Chiffre d'affaires	2 624 900	2 195 729
Autres produits d'exploitation	35 746	5 294
CHARGES D'EXPLOITATION	2 477 552	2 084 266
Achats consommés	1 008 544	833 521
Charges externes	696 110	574 196
Impôts et taxes	227 590	201 430
Charges de personnel	305 300	266 351
Autres charges d'exploitation	8 781	6 214
Dotations d'exploitation	231 227	202 553
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	183 095	116 758
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-65 011	-41 862
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	118 084	74 896
CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	-8 242	2 539
Impôts sur les résultats	41 188	24 440
Impôts sur les résultats différés	-335	-10 532
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	68 989	63 526
Quote part des résultats des entreprises mises en équivalence	-	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1 700	1 700
Reprises sur écarts d'acquisition négatif	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	67 288	61 826
INTÉRÊTS MINORITAIRES	3 365	935
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	63 923	60 891
Résultat par action en DH	32,28	30,75

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE		
(en milliers de dirhams)	31/12/2023	31/12/2022
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés consolidées	67 288	61 826
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	237 856	194 550
- Variation des impôts différés	-36 565	
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	-13 848	-1 098
- Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	254 732	255 278
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	37 338	-49 218
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	292 070	206 060
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-471 607	-260 528
Cession d'immobilisations	8 384	1 187
Incidence des variations de périmètre		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-463 223	-259 341
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	-36 314	-25 498
Émission de prêts nets des remboursements		1 861
Subvention d'investissement	9 800	5 838
Augmentation de capital en numéraire	1 750	
Émissions d'emprunts nets des remboursements	225 476	-24 319
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	200 712	-42 119
Incidence des variations des monnaies étrangères	-745	
Variation de trésorerie nette	28 814	-95 400
Trésorerie nette d'ouverture	-309 675	-214 276
Trésorerie nette de clôture	-280 861	-309 675

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES							
(en milliers de dirhams)	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé PG	Intérêts minoritaires	Écart de conversion	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2022	198 000	166 980	247 400	60 891	14 855	64	688 190
Affectation du résultat 2022			60 891	-60 891			-
Distribution par la société consolidante			-32 670				-32 670
Distributions versées aux minoritaires							-
Variation de périmètre							-
Résultat consolidé 2023				63 923	3 365		67 288
Opérations sur capital			14 483				14 483
Écart de conversion						-809	-809
Autres éléments *			-11 279				-11 279
Capitaux propres consolidés au 31/12/2023	198 000	166 980	278 825	63 923	18 221	-745	725 204

(*) Traitement rétrospectif du changement d'estimation liée à l'impôt différé sur les retraitements de consolidation constatés au 31.12.2022, (taux d'imposition prospectif de 32% au lieu de 24,5%).

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023



NOTE 1 : DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Les Eaux Minérales d'Oulmes S.A. (LEMO), société anonyme au capital social de 198.000.000 de Dirhams, a été créée le 7 mars 1934 sous la dénomination « Compagnie Fermière des Eaux Minérales d'Oulmès-Etat » et dont le siège social est établi dans la zone industrielle de BOUSKOURA à Casablanca. Les Eaux Minérales d'Oulmès fait partie du groupe HOLMARCOM.

Les domaines d'activité des Eaux minérales d'Oulmès couvrent le captage, la production, la mise en bouteille et la commercialisation d'eaux minérales naturelles plates (Sidi Ali et Ain Atlas) et gazeuses (Oulmès), la fabrication de préformes, ainsi que la mise en bouteille et la commercialisation d'eau de table (Bahia).

LEMO est présent également à l'international via sa filiale ETE opérant au Bénin.

NOTE 2 : RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

A-PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été établis en application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions de l'Annexe III.2.A. de la circulaire de l'AMMC qui fixe le contenu de l'information proforma et l'Annexe III.2.I. portant sur les États de synthèse semestriels.

B-MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation appliquées dépendent du type de contrôle liant l'entreprise concernée à la maison-mère :

• Intégration globale (IG) :

Cette méthode est appliquée lorsque le Groupe détient un contrôle exclusif sur sa filiale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale permet de répartir le résultat et les capitaux propres entre les intérêts du Groupe et les intérêts hors Groupe (intérêts minoritaires).

• Intégration proportionnelle (IP) :

Cette méthode s'applique aux entreprises soumises au contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord. La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer uniquement les pourcentages d'actifs, de passifs, de charges et de produits revenant aux seuls intérêts du Groupe.

• Mise en équivalence (MEE) :

Cette méthode s'applique aux entreprises sur lesquelles le Groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La méthode de la mise en équivalence consiste à valoriser les titres de participation de l'entreprise consolidée en fonction des capitaux propres de celle-ci, la quote-part de résultat de la filiale étant prise en compte dans le résultat consolidé.

C-PÉRIMÈTRE ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend la société mère Les Eaux Minérales d'Oulmès et ses filiales :

Entité	Activité	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Eau Technologie Environnement « ETE »	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	Intégration globale	55%	55%
OULMES DRINKS DEVELOPMENT « ODD »	Extraire, fabriquer, importer, exporter, embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	Intégration globale	100%	100%
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food & Beverages	Mise en équivalence	34%	34%

ETE

Eau Technologie Environnement, société de droit béninois, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement en Afrique et plus particulièrement l'Afrique Sub-saharienne. Les comptes sociaux de la société ETE ont fait l'objet d'un audit d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2017-2022 ayant servi de base aux travaux de consolidation.

ODD

Oulmes Drinks Development, société créée au mois d'avril 2016 et détenue à 100% par les Eaux Minérales d'Oulmes, avec un capital passant de MMAD 30 à 25,5 MMAD en 2023. La société a pour activité la fabrication et la distribution de tout type de boissons. Elle devrait constituer le fournisseur exclusif d'Orangina Maroc.

Courant 2023, la société a effectué une opération d'accordéon afin d'absorber les pertes cumulées, l'opération consistait en l'absorption des pertes cumulées via la réduction du capital de MMAD 22,8 passant ainsi de MMAD 30 à MMAD 7,2 et l'augmentation du capital d'un montant de MMAD 18,2 par compensation de créances envers LEMO.

ORANGINA MAROC

Orangina Maroc, détenue par les Eaux Minérales d'Oulmès à hauteur de 34% depuis avril 2016. Elle a essentiellement pour objet le commerce, la promotion et la distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages. Il est à noter qu'Orangina Maroc n'a pas été consolidée au titre de l'exercice 2022 car elle est en cours de liquidation.

En 2023, sortie des titres de participations de Orangina Maroc pour MMAD (7,4) suite à sa liquidation courant le deuxième semestre de l'exercice 2023. Il est à noter que le titre de OM était totalement déprécié dans les comptes de LEMO.

D-CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Le Dirham est la monnaie de fonctionnement du Groupe. Ainsi, les comptes des filiales installées à l'étranger ont été convertis en MAD la monnaie de présentation.

E- DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES

Les résultats des sociétés consolidées correspondent à une période de 12 mois se terminant le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2023.

F-COMPTES ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

G-RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

• Immobilisations en non-valeurs

Les immobilisations en non-valeurs, constituées des frais préliminaires et des charges à répartir, sont annulées en consolidation, ces immobilisations constituent des charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, au même titre leurs amortissements sont annulés.

• Écarts de conversion

Les gains de change latents, comptabilisés en écarts de conversion passif dans le bilan devraient être enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent. Aussi, les écarts de conversion actifs ont été annulés en contrepartie de la provision pour risques et charges correspondante.

• Immobilisations acquises par crédit-bail

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de crédit-bail devraient être comptabilisés au bilan sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant, au compte de produits et charges, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

• Écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins-values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. Cependant, lorsque ces écarts sont négatifs, ces derniers sont inscrits en provision pour risques et charges et repris sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les mêmes hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les comptes consolidés du Groupe comprennent un écart d'acquisition suite à l'entrée en périmètre de la filiale ETE, amorti sur une durée de 10 ans.

• Impôts différés

Les impositions différées résultent de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements d'homogénéisation qui ont une incidence sur la base taxable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

• Homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles :

Le retraitement d'homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles consiste à harmoniser la durée d'amortissement de ces dites immobilisations en fixant une durée économique au lieu d'une durée admise fiscalement.

H- RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels individuels et édictées par le Code Général de la Normalisation Comptable (C.G.N.C.).

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

• Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Elles sont constituées essentiellement des brevets, licences, logiciels et droits similaires correspondant à des dépenses faites pour l'obtention de l'avantage représenté par la protection accordée au bénéficiaire du droit d'utilisation. La durée d'amortissement de ces immobilisations s'étale sur 5 ans.

• Immobilisations incorporelles

A leur entrée dans le patrimoine de la société, les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition, celles produites par l'entreprise pour elle-même, à leur coût de production. Ces coûts s'entendent hors TVA récupérable. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien dans la limite des taux indiqués par l'administration fiscale et admis par l'usage de la profession.

• Stock

Les stocks des matières premières sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode du coût moyen pondéré.





37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès
Quartier industriel Bouskoura
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMES et de ses filiales (Groupe LES EAUX MINÉRALES D'OULMES), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2023, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 725.204 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 67.288.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2023, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
Au 31 décembre 2023, la valeur des créances clients nettes de provisions s'élève à 434,2 millions de dirhams.	Nos travaux ont notamment consisté à :
La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client.	- Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ;
Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan du groupe, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.	- Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ;
	- Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ;
	- Examiner la correcte évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement du Groupe.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 9 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON
Faïçal MEKOUAR
Associé

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023



BILAN ACTIF

(Montants en dhs)		31-déc-23			31-déc-22
		Brut	Amortissement	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations en non valeur (A)	74 193 964	52 594 255	21 599 708	25 664 272
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir	74 193 964	52 594 255	21 599 708	25 664 272
	Primes de remboursement des obligations				
	Immobilisations incorporelles (B)	37 692 496	23 695 041	13 997 455	15 262 514
	Immobilisations en recherche et développement				
	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	37 692 496	23 695 041	13 997 455	15 262 514
	Fonds commercial				
	Immobilisations corporelles (C)	3 705 748 731	2 241 544 638	1 464 204 092	1 260 223 269
	Terrains	48 325 324	-	48 325 324	48 325 324
	Constructions	636 164 558	322 244 591	313 919 968	320 162 149
	Installations techniques, matériel et outillage	2 589 649 032	1 842 691 862	746 957 170	587 153 057
	Matériel de transport	14 367 551	11 966 220	2 401 330	1 513 954
	Mobilier de bureau, aménagements divers	80 669 051	64 641 966	16 027 085	18 348 476
	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	336 573 214	-	336 573 214	284 720 310
	Immobilisations financières (D)	62 597 390	3 000 000	59 597 390	85 149 373
	Prêts immobilisés	-	-	-	27 197 450
	Autres créances financières	4 449 454	-	4 449 454	3 603 988
	Titres de participation	58 147 935	3 000 000	55 147 935	54 347 935
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Écart de conversion - Actif (E)	-	-	-	-
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentation des dettes financières				
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 880 232 580	2 320 833 935	1 559 398 646	1 386 299 428
ACTIF CIRCULANT	Stocks (F)	290 467 831	4 344 461	286 123 370	288 821 189
	Marchandises	12 151 942	-	12 151 942	9 881 259
	Matières et fournitures consommables	247 227 716	4 344 461	242 883 255	259 298 542
	Produits en cours	-	-	-	-
	Produits intermédiaires et résiduels	-	-	-	-
	Produits finis	31 088 173	-	31 088 173	19 641 388
	Créances de l'actif circulant (G)	742 842 064	89 661 719	653 180 345	665 579 047
	Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	166 049 345	-	166 049 345	77 312 025
	Clients et comptes rattachés	468 135 661	80 172 426	387 963 236	457 661 162
	Personnel	3 289 963	-	3 289 963	2 260 940
	État	50 296 609	-	50 296 609	82 169 339
	Comptes d'associés	13 401 499	-	13 401 499	17 993 688
	Autres débiteurs	22 829 939	9 489 294	13 340 645	8 598 413
	Comptes de régularisation - Actif	18 839 050	-	18 839 050	19 583 479
	Titres et valeurs de placement (H)	58 000	-	58 000	58 000
TRÉSORERIE	Écarts de conversion - Actif (I)	417 357	-	417 357	2 093 502
	TOTAL II (F+G+H+I)	1 033 785 252	94 006 180	939 779 072	956 551 737
	Chèques et valeurs à encaisser	43 707 193	-	43 707 193	46 363 917
	Banques, T.G et C.C.P	58 785 406	-	58 785 406	59 565 204
	Caisses, Régies d'avances et accreditifs	2 706 559	-	2 706 559	1 783 173
	TOTAL III	105 199 157	-	105 199 157	107 712 294
	TOTAL GÉNÉRAL	5 019 216 990	2 414 840 115	2 604 376 875	2 450 563 460

BILAN PASSIF

(Montants en dhs)		31-déc-23	31-déc-22
FINANCEMENT PERMANENT	Fonds propres		
	Capital social ou personnel (1)	198 000 000	198 000 000
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
	Capital appelé dont versé		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	166 980 000	166 980 000
	Écarts de réévaluation		
	Réserve légale	19 800 000	19 800 000
	Autres réserves	37 687 000	37 687 000
	Report à nouveau (2)	118 425 504	96 907 367
	Résultats nets en instance d'affectation (2)	-	-
	Résultat net de l'exercice (2)	73 975 309	54 188 137
	Total des capitaux propres (A)	614 867 813	573 562 504
	Capitaux propres assimilés (B)	14 874 109	5 451 955
	Subventions d'investissement	14 874 109	5 451 955
	Provisions réglementées		
FINANCEMENT CIRCULANT	Dettes de financement (C)	984 065 950	801 478 526
	Emprunts obligataires	458 333 333	300 000 000
	Autres dettes de financement	525 732 616	501 478 526
	Provisions durables pour risques et charges (D)	-	-
	Provisions pour risques		
PASSIF CIRCULANT	Provisions pour charges (E)	-	-
	Écart de conversion - Passif (E)	-	-
	Augmentation de créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (A + B + C + D + E)	1 613 807 872	1 380 492 985
TRÉSORERIE	Dettes du passif circulant (F)	614 047 040	663 744 613
	Fournisseurs et comptes rattachés	252 534 748	330 197 091
	Clients créditeurs, avances et acomptes	15 356 549	13 468 816
	Personnel	11 508 739	18 178 149
	Organismes sociaux	20 281 086	16 227 676
	État	296 738 521	271 820 722
	Comptes d'associés	1 699 951	1 698 949
	Autres créanciers		
	Comptes de régularisation - Passif	15 927 447	12 153 211
	Autres provisions pour risques et charges (G)	1 462 185	9 538 330
TRÉSORERIE	Écarts de conversion - Passif (éléments circulants) (H)	266 949	2 482 626
	TOTAL II (F + G + H)	615 776 174	675 765 569
	Trésorerie - Passif		
	Crédits d'escompte	47 267 951	59 453 813
	Crédits de trésorerie	279 999 987	317 769 495
	Banques de régularisation	47 524 891	17 081 598
	TOTAL III	374 792 829	394 304 906
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	2 604 376 875	2 450 563 460

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors Taxes)

(Montants en dhs)		Exercice du 1 janvier 2023 au 31 décembre 2023			
		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
NATURE		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	3= 1 + 2	
(1)		(2)			
EXPLOITATION	I Produits d'exploitation				
	Ventes de marchandises (en l'état)	80 787 231	-	80 787 231	62 744 467
	Ventes de biens et services produits	2 413 537 046	-	2 413 537 046	2 083 406 116
	Chiffre d'affaires	2 494 324 277	-	2 494 324 277	2 146 150 583
	Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	11 446 786	-	11 446 786	3 505 773
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-	-	-
	Subventions d'exploitation	-	-	-	-
	Autres produits d'exploitation	6 756 744	-	6 756 744	-
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	8 107 212	-	8 107 212	1 052 587
	TOTAL I	2 520 635 019	-	2 520 635 019	2 150 708 943
FINANCIER	II Charges d'exploitation				
	Achats revendus (2) de marchandises	79 872 508	-	79 872 508	69 964 769
	Achats consommés (2) de matières et fournitures	873 621 805	-	873 621 805	774 088 172
	Autres charges externes	687 537 779	-	687 537 779	556 182 741
	Impôts et taxes	217 868 573	48 632	217 917 205	193 438 189
	Charges de personnel	292 842 068	-	292 842 068	255 329 406
	Autres charges d'exploitation	1 450 001	-	1 450 001	1 700 004
	Dotations d'exploitation	193 578 341	-	193 578 341	187 990 986
	TOTAL II	2 346 771 076	48 632	2 346 819 708	2 038 694 267
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	173 863 944	-48 632	173 815 312	112 014 677
NON COURANT	III Produits financiers				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-	2 123 841
	Gains de change	6 082 820	-	6 082 820	1 850 715
	Intérêts et autres produits financiers	1 199 604	-	1 199 604	1 685 307
	Reprises financières : transferts de charges	2 018 386	-	2 018 386	666 179
	TOTAL III	9 300 811	-	9 300 811	6 326 042
	IV Charges financières				
	Charges d'intérêts	58 087 428	-	58 087 428	38 994 693
	Pertes de change	4 031 353	-	4 031 353	3 393 937
	Autres charges financières	-	-	-	-
	Dotations financières	3 342 241	-	3 342 241	2 093 502
	TOTAL IV	65 461 022	-	65 461 022	44 482 132
NON COURANT	V RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	-56 160 211	-	-56 160 211	-38 156 090
	RÉSULTAT COURANT (III + VI)	117 703 732	-48 632	117 655 100	73 858 587
	VI Produits non courants				
	Produits de cessions d'immobilisations	71 940	-	71 940	1 119 472
	Subvention d'équilibre	-	-	-	-
	Reprises sur subventions d'investissement	-	-	-	-
	Autres produits non courants	4 399 647	-	4 399 647	5 947 507
	Reprises non courantes : transferts de charges	31 866 800	-	31 866 800	-
	TOTAL VII	36 338 388	-	36 338 388	7 066 980
	Charges non courantes				
	Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	13 904 768	-	13 904 768	21 220
	Subventions accordées	-	-	-	-
	Autres charges non courantes	23 712 546	4 399 724	28 112 270	3 974 653
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	-	-	-	510 394
	TOTAL IX	37 617 313	4 399 724	42 017 038	4 506 268
	RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	-1 278 926	-4 399 724	-5 678 650	2 560 712
	XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + ou - X)	116 424 807	-4 448 356	111 976 450	76 419 299
	XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	38 001 141	-	38 001 141	22 231 162
	RÉSULTAT NET (XI - XII)	78 423 666	-4 448 356	73 975 309	54 188 137
	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)	2 566 274 217	0	2 566 274 217	2 164 101 965
	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)	2 487 850 552	4 448 356	2 492 298 908	2 109 913 828
	RÉSULTAT NET (total produits - total charges)	78 423 666	-4 448 356	73 975 309	54 188 137

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)

I TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T F R)		Exercice du 1 janvier 2023 au 31 décembre 2023	
		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
(Montants en dhs)			
1	Ventes de marchandises (en l'état)	80 787 231	62 744 467
2	- Achats revendus de marchandises	79 872 508	69 964 769
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	914 722	-7 220 302
	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3 + 4 + 5)	2 424 983 832	2 086 911 889
3	Ventes de biens et services produits	2 413 537 046	2 083 406 116
4	Variation de stocks de produits	11 446 786	3 505 773
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-
	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6 + 7)	1 561 159 584	1 330 270 913
6	Achats consommés de matières et fournitures	873 621 805	774 088 172
7	Autres charges externes	687 537 779	556 182 741
IV	= VALEUR AJOUTÉE : (I + II + III)	864 738 970	749 420 675
8	+ Subventions d'exploitation	-	-
V	- Impôts et taxes	217 917 205	193 438 189
10	- Charges de personnel	292 842 068	255 329 406
	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (E B E)	353 979 697	300 653 079
	= OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (I B E)	-	-
11	+ Autres produits d'exploitation	6 756 744	-
12	- Autres charges d'exploitation	1 450 001	1 700 004
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	8 107 212	1 052 587
14	- Dotations d'exploitation	193 578 341	187 990 986
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	173 815 312	112 014 677
VII	RÉSULTAT FINANCIER	-56 160 211	-38 156 090
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	117 655 100	

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023



TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE					
I Synthèse des masses du bilan					
(Montants en dhs)			Exercice du 1 janvier 2023 au 31 décembre 2023		
MASSES			Variation (a-b)		
			Emplois (c)	Ressources (d)	
1	Financement permanent	1 613 807 872	1 380 492 985		233 314 887
2	Moins actif immobilisé	1 559 398 646	1 386 299 428	173 099 218	
3	= Fonds de roulement fonctionnel (1-2)	54 409 226	-5 806 444	-	60 215 670
4	Actif circulant	939 779 072	956 551 737		16 772 666
5	Moins passif circulant	615 776 174	675 765 569	59 989 395	
6	= Besoins de financement global (4-5)	324 002 897	280 786 168	43 216 729	-
7	= Trésorerie nette (actif-passif) (A - B)	-269 593 671	-286 592 612	16 998 941	-
II Emplois et Ressources					
		EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
AUTOFINANCEMENT					
(A)		-	242 392 853	-	209 761 275
Capacité d'autofinancement		-	275 062 853	-	233 521 275
- Distribution de bénéfices		-	32 670 000	-	23 760 000
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS					
(B)		-	27 269 391	-	12 119 314
Cession d'immobilisations incorporelles		-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles		-	71 940	-	1 119 472
Cession d'immobilisations financières		-	-	-	-
Récupérations sur créances immobilisées		-	27 197 450	-	10 999 841
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS					
(C)		-	9 422 155	-	5 451 955
Augmentations de capital, apports		-	-	-	-
Subventions d'investissement		-	9 422 155	-	5 451 955
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT					
(D)		-	600 000 000	-	260 000 000
I. TOTAL DES RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		-	879 084 398	-	487 332 543
EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS					
(E)		393 543 469	-	233 794 681	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles		1 412 226	-	1 603 342	-
Acquisition d'immobilisations corporelles		373 582 336	-	230 924 507	-
Acquisition d'immobilisations financières		18 288 000	-	1 266 831	-
Augmentation des créances immobilisées		260 907	-	-	-
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES					
(F)		-	-	-	-
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT					
(G)		417 412 576	-	292 133 532	-
EMPLOIS EN NON VALEURS		7 912 682	-	7 875 477	-
(H)		-	-	-	-
II. TOTAL - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		818 868 728	-	533 803 690	-
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (BFG)		43 216 729	-	36 432 880	-
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		16 998 941	-	-	82 904 027
TOTAL GÉNÉRAL		879 084 398	879 084 398	570 236 570	570 236 570

ÉTAT DES DÉROGATIONS		
Exercice Clos au 31 décembre 2023		
INDICATION DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III Dérogations aux règles d'établissement des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES		
Exercice Clos au 31 décembre 2023		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
"I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	NÉANT	NÉANT
"II. Changements affectant les règles de présentation"	NÉANT	NÉANT

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES								
(Montants en dhs)								
Exercice Clos au 31 décembre 2023								
NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	63 897 992	7 912 682	-	2 383 290	-	-	-	74 193 964
* Frais préliminaires	-	-	-	-	-	-	-	-
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	63 897 992	7 912 682	-	2 383 290	-	-	-	74 193 964
* Primes de remboursement obligations	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	36 280 270	1 412 226	-	-	-	-	-	37 692 496
* Immobilisation en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	36 280 270	1 412 226	-	-	-	-	-	37 692 496
* Fonds commercial	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 342 903 470	373 582 336	-	219 780 653	8 353 786	-	222 163 943	3 705 748 731
* Terrains	48 325 324	-	-	-	-	-	-	48 325 324
* Constructions	616 068 457	7 018 180	-	13 077 921	-	-	-	636 164 558
* Installations techniques, matériel et outillage	2 303 011 842	88 141 656	-	206 702 732	8 207 198	-	-	2 589 649 032
* Matériel de transport	12 896 896	1 601 142	-	-	130 487	-	-	14 367 551
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements	77 880 641	2 804 511	-	-	16 100	-	-	80 669 051
* Autres immobilisations corporelles Informatiques	-	-	-	-	-	-	-	-
* Immobilisations corporelles en cours	284 720 310	274 016 847	-	-	-	-	222 163 943	336 573 214

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION									
(Montants en dhs)									
Exercice Clos au 31 décembre 2023									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur Comptable Nette 5	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
Eau Technologie Environnement "ETE"	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	5 438 400	55%	22 762 339	22 762 339	31/12/2023	38 902 152	7 253 427	-
OULMES DRINKS DEVELOPMENT "ODD"	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	25 500 000	100%	25 500 000	25 500 000	31/12/2023	26 193 166	693 314	-
SÉNÉGAL WATER & BEVERAGES COMPANY SA	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	3 107 105	100%	3 107 105	3 107 105	31/12/2023	1 472 132	-322 432	-
SOCIÉTÉ AFRICAINE DES BOISSONS ET EAUX MINÉRALES "SABEM"	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	12 570 817	54%	6 778 491	3 778 491	31/12/2022	12 570 817	-	-
TOTAL		46 616 322	-	58 147 935	55 147 935	-	79 138 267	7 624 309	-

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023



TABLEAU DES PROVISIONS								
(Montants en dhs)								
Exercice Clos au 31 décembre 2023								
Nature	Montant début d'exercice	Dotations			Reprises			Montant fin d'exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	15 779 800		3 000 000	-	-		15 779 800	3 000 000
2 Provisions réglementées								
3 Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	15 779 800	-	3 000 000	-	-	-	15 779 800	3 000 000
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie) (Clients et stocks)	90 498 627	9 324 765			5 817 212			94 006 180,38
5 Autres provisions pour risques et charges (Écarts de conversion)	9 538 330		342 241			2 018 386	6 400 000	1 462 185
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (B)	100 036 957	9 324 765	342 241	-	5 817 212	2 018 386	6 400 000	95 468 365
TOTAL (A + B)	115 816 757	9 324 765	3 342 241	-	5 817 212	2 018 386	22 179 800	98 468 365

TABLEAU DES CRÉANCES								
(Montants en dhs)								
Exercice Clos au 31 décembre 2023								
CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	4 449 454	4 449 454	-	-	-	-	-	-
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières	4 449 454	4 449 454						
DE L'ACTIF CIRCULANT	742 842 064	-	492 668 218	245 310 296	117 900 333	50 296 609	82 581 402	89 058 173
* Fournisseurs débiteurs	166 049 345		166 049 345		90 197 647		26 500 000	
* Clients et comptes rattachés	468 135 661		236 919 503	231 216 159	10 793 359		15 299 982	89 058 173
* Personnel	3 289 963		3 289 963					
* État	50 296 609		50 296 609			50 296 609		
* Comptes d'associés	13 401 499		13 401 499		13 401 499		13 401 499	
* Autres débiteurs	22 829 939		3 872 252	14 094 137	3 507 829		12 737 957	
* Comptes de régularisation - Actif	18 839 050		18 839 050				14 641 964	

TABLEAU DES DETTES								
(Montants en dhs)								
Exercice Clos au 31 décembre 2023								
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT	984 065 950	537 392 410	447 173 539	-	-	-	-	-
* Emprunts obligataires	458 333 333	238 833 333	220 000 000					
* Autres dettes de financement	525 732 616	298 559 077	227 173 539					
DU PASSIF CIRCULANT	614 047 040	-	587 113 678	26 933 363	15 346 217	317 019 607	7 456 562	-33 434 109
* Fournisseurs	252 534 748		225 601 385	26 933 363	15 346 217		1 032 558	-33 434 109
* Clients créditeurs consignation	15 356 549		15 356 549					
* Personnel	11 508 739		11 508 739					
* Organismes sociaux	20 281 086		20 281 086			20 281 086		
* État	296 738 521		296 738 521			296 738 521		
* Comptes d'associés	1 699 951		1 699 951				1 699 951	
* Autres créanciers	-		-					
* Comptes de régularisation - Passif	15 927 447		15 927 447				4 724 053	

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES					
Exercice Clos au 31 décembre 2023					
TIERS CRÉDITEURS OU DÉBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SÛRETÉ	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SÛRETÉ DONNÉE À LA DATE DE CLÔTURE
* Sûretés données					
* Sûretés reçues					
N É A N T					

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)
(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)
(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL			
(Montants en dhs)			
Exercice Clos au 31 décembre 2023			
ENGAGEMENTS DONNÉS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT	
* Avals et cautions			
* Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires			
* Autres engagements donnés (vis-à-vis de l'Administration des douanes)			
* Garantie de restitution de paiement anticipé dans le cadre de l'accord de subvention conclu entre LEMO et L'UNOPS "Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets".			
* Une caution en faveur du MINURSO			
* Une caution définitive en faveur de la DPEFLCD*			
* Direction provinciale des Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification			
* Une caution définitive en faveur de HCEFLCD* portant reconduction d'amodiation du droit de chasse			
* Haut commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification			
* Une quittance subrogative dans le cadre du contrat d'affacturage avec la Banque Centrale Populaire			
Total (1)	84 101 504	88 679 462	
(1) dont engagements à l'égard d'entreprises liées	114 866 359	120 212 281	
ENGAGEMENTS REÇUS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT	
* Avals et cautions			
Caution bancaire: Limonades Sidi Bannour			
Caution bancaire: Yassine Boissons			
Cautions solidaires			
* Autres engagements donnés			
Total	112 100 000	77 400 000	

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)
(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)
(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ÉTAT DES PASSIFS ÉVENTUELS	
Exercice Clos au 31 décembre 2023	
* Conformément à la législation fiscale les exercices, 2020, 2021, 2022 et 2023 ne sont pas encore prescrit. Les déclarations fiscales des Eaux Minérales d'Oulmès au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR) peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts, taxes.	
* Les déclarations sociales au titre de la CNSS peuvent faire l'objet de contrôle et de rappels éventuels de cotisations.	

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023



Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A.
Quartier industriel Bouskoura
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMES S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 629.741.922 dont un bénéfice net de MAD 73.975.309.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMES S.A. au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Table with 2 columns: Risque identifié, Notre réponse. Content discusses the provision for depreciation of receivables and the audit response.

2. Evaluation des titres de participation

Table with 2 columns: Risque identifié, Notre réponse. Content discusses the evaluation of participation titles and the audit response.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que,

individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 9 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

